

Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012

**Annexe 5 – Intervention Générale
Nadia Azoug**

Monsieur le président, monsieur le vice-président, chers collègues,

Comme nos collègues précédents, et comme probablement les groupes suivants, nous n'aurons qu'un mot à la bouche pour discuter de cette annexe budgétaire : l'emploi, l'emploi et l'emploi.

En un an, il y a eu 23 000 demandeurs d'emplois en plus en Ile-de-France. Encore une fois, le département qui a le plus subi le chômage est la Seine St Denis, avec une hausse de demandeurs d'emploi de 6%. Et encore, n'oublions pas, n'oublions jamais, que les chiffres du chômage sont de bien maigres indicateurs d'une réalité encore plus dure.

L'emploi. Nous pouvons nous réjouir d'avoir cet objectif commun avec nos collègues de la majorité présidentielle. Cependant, n'ayons pas la mémoire courte, et rappelons-nous les échecs du gouvernement précédent en matière d'emploi, ou, plutôt, les réussites du précédent gouvernement en matière de chômage !

Car la politique qui favorise les grands groupes, c'est in fine une politique qui favorise le chômage. La politique qui favorise les heures supplémentaires en période de crise, c'est une politique qui favorise le chômage.

Mais sous prétexte que la gauche est passée au pouvoir, ne tombons pas dans l'angélisme. Les groupes de pression restent forts pour faire croire qu'il suffit pour améliorer l'emploi d'une politique de l'offre, d'une politique de compétitivité, d'une politique d'attractivité. Avec des mesures telles que le CICE, on court le risque d'accroître les marges sans créer d'emploi...

Les causes du chômage, nous le savons, sont nombreuses et complexes. Nous, les écologistes, ne croyons pas au retour de la croissance comme avant, et c'est en ce sens que nous proposons de nouvelles répartitions du travail. C'est en ce sens que nous croyons, également, aux potentialités offertes par l'économie verte, quand elle n'est pas galvaudée.

Dans ce contexte qui dépasse le niveau régional, nous devons trouver une juste place pour l'action de la Région. Si elle ne peut pas résoudre le chômage, elle peut en atténuer la portée et les effets.

Pour EELV, nous devons jouer sur 2 plans : l'offre d'emplois elle-même et la formation des demandeurs d'emplois.

Dans un contexte de faible demande, les emplois aidés sont une vraie réponse à la crise. Ils permettent de valoriser les qualifications des demandeurs d'emplois et de rendre des services utiles à la collectivité. Dans ce domaine, la Région possède un programme phare : les emplois tremplins. Nous devons les renforcer, pour jouer un rôle d'amortisseur face à la crise et pour soutenir un secteur associatif en difficulté.

Mais nous devons les réorienter, comme le propose à juste titre le vice-président, en complémentarité avec les emplois d'avenir. Là encore, la région doit accompagner le développement des emplois d'avenir, car ils sont une réelle réponse pour des jeunes qui sont trop souvent restés sur le carreau.

Malgré le contexte financier, la formation pour tous doit rester un objectif. Nous pouvons, en particulier, lutter contre le chômage lié à inadéquation de l'offre et de la demande de travail. Il existe, aujourd'hui, des secteurs qui embauchent. La Région doit tout mettre en œuvre pour former les Franciliens à ces nouvelles opportunités.

Concernant ces opportunités, on fait souvent référence aux métiers verts, en y mettant parfois tout et n'importe quoi. Non, ils ne sont pas un remède miracle, mais oui, ils sont réellement une partie de la solution ! La Région finance un nouveau portail des métiers de l'économie verte, réalisé par TEE IDEMU. C'est une belle initiative, qui doit se prolonger. Dans nos dispositifs, le groupe EELV souhaiterait avoir des outils souples, capables de soutenir des formations sur de nouvelles compétences. Ainsi, la Région jouerait pleinement son rôle pour préparer les Franciliens à l'économie de demain.

Adapter les compétences aux emplois, cela passe aussi par l'apprentissage. Nous nous réjouissons que ce budget permette d'accompagner la hausse du nombre d'apprentis en Ile-de-France. Aussi, nous formulons le vœu que les « contrats de développement durable » puissent se développer en 2013, pour toucher de plus en plus de CFA. C'est un gage de qualité et de responsabilité sociétale qui va de pair avec nos objectifs.

Pour faire face au défi du chômage, nous devons également nous interroger sur les outils dont nous disposerons.

D'abord, 2013 sera une année déterminante car elle posera l'acte III de la décentralisation. Quelles compétences les régions récupéreront-elles ? Approfondir la décentralisation est souhaitable, mais cela doit s'accompagner non seulement d'une simplification de la répartition des compétences, et également de financements adéquats. Or, pour l'instant, nous ne sommes pas certains que nous aurons ces garanties.

En outre, avec la décentralisation, nous pourrions avancer dans les alternatives aux marchés publics. De nouvelles possibilités pourront être offertes en matière de nouvelles procédures, telles que les DSP ou les mandatements. Le groupe EELV restera moteur pour proposer des évolutions, afin d'ajuster nos outils à nos objectifs politiques, à savoir la qualité des formations, de l'encadrement, l'innovation pédagogique, le lien avec les territoires, etc.

Pour conclure, vous aurez compris que les écologistes seront à vos côtés pour soutenir l'emploi l'an prochain, à travers un rapport cadre que nous espérons ambitieux et concerté. Nous serons attentifs à la plus-value que peut apporter la Région, non seulement dans les moyens affectés, mais aussi dans ses outils.